

« Les pères fondateurs de l'Europe, des extrémistes? »

Guy Verhofstadt explique dans son nouveau livre, avant un film, que l'Europe doit en finir avec son organisation chaotique et mettre en place ce qu'avaient voulu les pères fondateurs.

Guy Verhofstadt

Ex-ministre du Budget dans les années 80, patron des libéraux flamands, puis Premier ministre de Belgique de 1999 à 2008, Guy Verhofstadt (Open VLD) est depuis 2009 député au Parlement européen, où il est à la tête du groupe libéral (ADLE). Il est actuellement chargé d'élaborer un rapport sur l'avenir institutionnel de l'Union européenne, qu'il présentera au début de l'année prochaine.

Dix ans après son livre sur Les Etats-Unis d'Europe, traduit en douze langues, et après trois autres qui furent autant de plaidoyers fédéralistes, Guy Verhofstadt remet le couvert. Il publie *La maladie de l'Europe, et la redécouverte de l'idéal*, qui sort d'abord en néerlandais mais dont les traductions en français et en anglais sont déjà prévues. Le lancement en a été assuré dans le cadre d'une présentation débat dans la grande salle Henri Leboeuf de Bozar, lundi soir. L'ex-Premier ministre belge et actuel président du groupe libéral ADLE au Parlement européen y a été mis sur le gril par les journalistes Yves Desmet (De Morgen), Bruno Waterfield (The Times) et Ryan Heath (Politico), modérés par Béatrice Delvaux (Le Soir).

Encore un livre fédéraliste du seul politique qui sache encore enflammer les débats au Parlement européen ? Le nouvel opus de Verhofstadt n'est que le début d'une séquence ambitieuse : le Gantois compte en faire un do-

cumentaire, voire une série, un peu à la manière de ce qu'avait fait l'ex-vice président américain Al Gore avec son livre et son film *La vérité qui dérange* sur le dérèglement climatique.

N'êtes-vous pas lassé de faire depuis des années ce catalogue de ce qui ne va pas en Europe, et des solutions qui reviennent immanquablement à une Europe fédérale ?

S'il y a un moment pour démontrer que l'Europe ne marche pas, je crois qu'on y est ! On s'est dit qu'il faut essayer de décrire cette maladie de l'Europe : c'est une maladie, car comment expliquer sinon que le reste du monde vit une reprise économique et pas nous, que d'autres blocs jouent un rôle géopolitique et pas l'Europe ? Et puis nous est venue la comparaison avec le syndrome de Korsakoff (une maladie neurologique qui se manifeste par une amnésie aiguë, Guy Verhofstadt soutenant que l'Europe d'aujourd'hui ne correspond pas du tout à celle que les pères fondateurs avaient imaginée, NDLR). Qu'il y ait un problème avec l'Europe, tout le monde le voit. Mais la seule solution dont on entend parler, c'est de revenir en arrière, ériger des murs, des frontières... Il fallait décrire en détail que les petits pas en avant, cela ne marche plus. En réalité, on n'a jamais mis sur pied le système politique et institutionnel nécessaire.

C'est l'envie qui en manque... Mais elle existait dans les années 50 ! Les pères fondateurs avaient tout mis sur papier, une architecture complète

d'une fédération européenne qui a été approuvée sous forme d'une vraie constitution par 65 des 70 représentants des six pays fondateurs. Mais lorsque la France a voté contre la création de la Communauté de défense en 1952, tout cela est tombé à l'eau. Et c'est deux ans plus tard, à la conférence de Messine, qu'ils se sont retrouvés pour se demander que faire après cet échec, ce qui a mené à la création de la Communauté économique européenne par le traité de Rome.

Pourtant, on est allé progressivement vers du fédéralisme, même si c'était pas à pas. L'Europe est déjà très intégrée, même si ce n'est pas assez à votre goût.

Mais elle n'est pas intégrée ! Elle est intégrée par l'euro, mais elle ne dispose pas des institutions pour le gérer. On a la libre circulation avec Schengen, mais il n'y a pas d'institutions nécessaires comme la protection commune des frontières extérieures. Et le marché intérieur n'est encore une réalité qu'à 30 %, puisqu'on n'y retrouve pas les télécoms, le numérique, les capitaux, ni l'énergie ! Bien sûr qu'il y a eu des pas en avant mais, au bout du compte, les Etats sont restés les maîtres du jeu, depuis le compromis de Luxembourg (lequel a mis fin à la « politique de la chaise vide » de de Gaulle, NDLR), qui a été entériné par le traité de Lisbonne. Nous avons donc une confédération molle, avec plein d'exceptions, et où même les spécialistes ont du mal à se souvenir qui participe à quoi. Les institutions sont grandes, mais elles

gèrent peu de moyens.

Ne craignez-vous pas que votre diagnostic sévère sur cette Europe qui ne marche pas, beaucoup de gens y adhèrent, mais qu'ils en tirent une conclusion toute différente de la vôtre : c'est qu'il faut moins d'Europe ?

J'explique en détail pourquoi le nationalisme n'est pas la solution, pas plus que le Grexit (la sortie de la Grèce hors de la zone euro), le Brexit (la sortie du Royaume-Uni de l'UE), ou encore le « Neuro », une zone euro des pays du Nord, tous ces fantasmes qui mèneraient à des économies totalement désintégrées...

La solution fédérale que vous préconisez, il ne se trouve pas grand monde, outre vous-même, pour la porter.

Mais il faut pour cela commencer par expliquer de façon pointue et radicale les solutions. Il faut une communauté de défense et une armée, il faut un gouvernement de l'euro... Et nous sommes repartis de la constitution qui avait été écrite par l'Allemand Von Brentano, où tout était écrit ! Lorsque je suis allé à l'Élysée rencontrer le président Hollande, dans le cadre de mon rapport sur l'avenir de l'Europe, il était à 100 % dans l'esprit de ce livre ! Alors

qu'en général, ce sont les Allemands, aujourd'hui plutôt réticents, qui défendent des thèses pareilles.

Qu'avez-vous pensé des interventions de Merkel et Hollande face au Parlement européen la semaine passée ?

Ce n'était pas très concret. Mais François Hollande a reconnu la nécessité pour l'Europe de faire un saut en avant. Et la chancelière a été beaucoup plus concrète sur les changements de traité nécessaires, lors de sa rencontre avec les eurodéputés du PPE (la démocratie chrétienne, NDLR). Mais cela, clairement, ce sera pour 2017, lorsqu'on commémorera les 60 ans du traité de Rome.

Comment ?

Moi, j'essaie de créer une mobilisation du public, avec le livre, puis le film, comme Al Gore l'a fait sur le changement climatique aux États-Unis, où ce sujet n'intéressait alors strictement personne. Mais ce que j'essaie d'expliquer, c'est que ce n'est pas d'un super-Etat dont on a besoin. C'est le contraire : on a besoin d'un budget sérieux, et d'une organisation bien faite. Mais il faut en finir avec le côté chaotique de

l'Europe, ces géométries variables héritées de mauvaises habitudes...

Est-ce que « fédéralisme » n'est pas devenu un gros mot ? Ne devriez-vous pas en changer ?

Moi j'utilise « les États-Unis d'Europe »... La comparaison la plus forte à mon sens dans le livre, est celle d'envisager ce que seraient les États-Unis s'ils étaient gouvernés à la façon de l'Union européenne : deux présidents plutôt qu'un, un service de gardes-côtes mais auquel ne participeraient pas les États du Midwest, une zone dollar, mais avec tout de même le peso, car il y a beaucoup d'Hispaniques, et le FBI serait une coopération renforcée, à laquelle on participe si l'on veut... Tout le monde dirait que c'est de la folie furieuse. Et pourtant, c'est ce que nous faisons.

On a entendu un haut dirigeant de l'UE évoquer au sujet du format de l'Europe, que la majorité des pays et des opinions publiques se situaient entre deux conceptions extrêmes : celle de Marine Le Pen du tout aux nations, et celle fédéraliste de Guy Verhofstadt.

Ah bon ? Donc, les pères fondateurs de l'Europe auraient donc été des extrémistes ? ■

**Propos recueillis par
BÉATRICE DELVAUX
ET JUREK KUČZKIEWICZ**



GUY VERHOFSTADT
De ziekte van Europa
De Bezige Bij
368 pages, 24,90 euros